

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/11
9 novembre 2001

(01-5562)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

ALLOCUTION D'OUVERTURE PRONONCÉE PAR
S.E. M. YOUSSEF HUSSAIN KAMAL,
MINISTRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DU COMMERCE,

PRÉSIDENT DE LA QUATRIÈME SESSION DE LA
CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC

Votre Altesse l'Émir de l'État du Qatar, Votre Altesse le Prince héritier, Votre Altesse le Premier Ministre, Votre Altesse le Vice-Premier Ministre, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à Doha.

C'est pour nous un grand honneur d'accueillir la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, l'Organisation qui a succédé au GATT en 1995 et qui a acquis une importance particulière au cours des six dernières années.

Les questions que nous examinerons ces prochains jours revêtent une grande importance. Nous espérons que nous pourrons les aborder de manière judicieuse et approfondie, et que nous pourrons parvenir au consensus nécessaire. Le monde entier nous regarde. Nous avons, vous et moi, une grande responsabilité et nous devons travailler ensemble pour assurer le succès de la Conférence. Le monde attend de nous des décisions qui soient tangibles et pragmatiques, ambitieuses et néanmoins réalistes.

Nous sommes saisis d'un projet de déclaration qui reflète les aspirations de beaucoup d'entre nous. Nous savons que certains d'entre vous ont des réserves concernant certaines parties de ce texte, et cela est normal, mais nous devons arriver en définitive à des solutions qui soient satisfaisantes pour tous.

La mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay est pour beaucoup de pays en développement une question d'une importance vitale. Ces pays estiment, à juste titre, qu'un grand nombre des avantages du Cycle d'Uruguay ne se sont pas matérialisés. Il faudrait y remédier et un mécanisme permettant de traiter ces questions devrait être créé. Certaines de ces questions exigent des clarifications, d'autres une interprétation, d'autres encore une véritable mise en œuvre et certaines enfin, des amendements.

Pour traiter ces questions, nous devons être réalistes et flexibles. Pour certaines questions, une action immédiate est peut-être possible. D'autres, plus complexes, ne peuvent être abordées que dans le cadre du programme de travail à l'examen. En tout état de cause, le mécanisme pour traiter ces questions devrait être clairement défini et avoir un cadre déterminé.

Le succès de la Conférence ministérielle et le lancement d'une nouvelle série de négociations dépendent dans une large mesure d'une solution effective et équitable à ces questions.

D'autres questions importantes dépendent d'une réforme fondamentale du secteur agricole, en ce qui concerne l'élimination des subventions à l'exportation, l'amélioration de l'accès aux marchés et la réduction des distorsions qui sont aujourd'hui solidement ancrées dans ce secteur vital pour de nombreux pays. Je comprends que les décisions que certains pays devront prendre à cet égard pour libéraliser le secteur agricole ne sont pas faciles, mais elles deviennent une nécessité, en particulier parce que l'ensemble du système commercial et sa crédibilité sont menacés si elles ne sont pas prises.

Les progrès concernant la mise en œuvre de l'agriculture sont importants et rendront les progrès sur d'autres fronts, en particulier les nouvelles questions, plus acceptables pour les pays en développement. Certaines de ces questions ont été convenues à Singapour. Malgré la flexibilité que l'on peut constater à leur sujet, ces questions ne sont pas toutes prêtes pour les négociations. Pour certaines d'entre elles, comme l'investissement et la concurrence, il serait peut-être important que nous continuions à les étudier dans les groupes de travail jusqu'à la cinquième Conférence ministérielle. Pour d'autres, telles que la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges, il serait peut-être possible de commencer les négociations.

Par ailleurs, le système commercial international ne peut pas continuer à fonctionner efficacement sans l'établissement d'un lien solide entre commerce et environnement. Quels que soient les résultats auxquels aboutira la Conférence à cet égard, ils ne devraient rien changer à notre volonté de préserver l'environnement et de promouvoir le développement durable. Le dialogue sur cette question devrait se poursuivre, même s'il ne prend pas la forme de véritables négociations. Il convient d'associer ce débat aux efforts visant à instaurer la confiance et à éviter toutes les mesures et politiques protectionnistes.

En même temps, nous devrions avoir un mécanisme qui permette aux pays de s'acquitter de leurs obligations pour ce qui est de lutter contre les maladies et de protéger la santé publique. La vie humaine devrait continuer à l'emporter sur toutes les autres considérations et j'espère vivement que nous conviendrons d'une déclaration distincte sur l'accès aux médicaments.

Privilégier la dimension humaine du commerce renforcera l'image de l'OMC, surtout dans les pays les moins avancés, les pays en développement et la société civile.

D'autres politiques et mesures pourraient contribuer à la réalisation de cet objectif. Par exemple, il faut rendre opérationnelles les dispositions concernant le traitement spécial et différencié.

L'OMC compte aujourd'hui davantage de Membres qu'hier et nous avons une occasion historique de relever les défis qui se posent au système commercial multilatéral et de poursuivre la réforme et la libéralisation du commerce international, qui est aussi l'occasion de relancer l'économie mondiale, de mettre l'accent sur les besoins des pays les moins avancés et des pays en développement et de leur permettre de participer plus pleinement aux activités de l'OMC et au système commercial multilatéral.

Doha vous offre aujourd'hui un cadre pour dialoguer et discuter de questions qui revêtent une grande importance pour l'ensemble du monde. Elle vous offre la possibilité de lancer un cycle de négociations équilibré qui soit satisfaisant pour tous les participants et qui réponde à leurs attentes ainsi qu'à celles de leurs populations.

J'espère que votre emploi du temps bien chargé vous permettra néanmoins de visiter, même brièvement, les sites les plus importants de notre pays, le Qatar.

Pour conclure, je vous souhaite un agréable séjour et je souhaite plein succès à la Conférence.
